

Projets de recherches en droit civil

Après avoir soumis, le 20 juin 1978, aux autorités gouvernementales du Québec le *Rapport sur le Code civil*, comportant un projet de Code civil et des commentaires explicatifs, le professeur Paul-A. Crépeau, directeur de l'Institut et du Centre de droit privé et comparé de l'Université McGill de Montréal, a conçu un vaste projet de recherches articulé sur quatre réalisations principales:

- une *Édition historique du Code civil* qui veut montrer l'histoire législative de chacune des dispositions du Code civil permettant de connaître facilement l'état exact du droit de 1866 à nos jours;
- une *Édition annotée du nouveau Code civil* qui, une fois le nouveau Code civil adopté, voudra faire le lien avec l'actuel Code civil, montrer les sources locales et étrangères des dispositions du Code et indiquer la doctrine et la jurisprudence pertinentes;
- un *Lexique et un Dictionnaire de droit civil français-anglais/anglais-français*, destiné à remplacer le seul ouvrage, aujourd'hui épuisé, de cette nature au Québec, qui a été rédigé, il y a une cinquantaine d'années, par une diplômée de la faculté de droit de McGill, Mme Annie Macdonald-Langstaff;
- un *Traité de droit civil du Québec* qui, en quelque 12 volumes, exposerait d'une manière systématique le nouveau droit civil du Québec. Dans une première phase, on procéderait à la publication de trois volumes, respectivement sur le louage de choses, les régimes matrimoniaux et le contrat d'assurances, matières qui ont déjà fait l'objet d'interventions législatives au cours de ces dernières années. On prévoit également un volume consacré à une Introduction générale au droit civil du Québec.

L'ouvrage sur l'histoire législative du Code civil sera prêt pour publication d'ici quelques mois. Et on espère que l'on pourra en assurer la mise à jour constante jusqu'à l'adoption définitive du nouveau Code civil et, même au-delà, dans l'Édition du Code civil annoté, permettant ainsi de suivre, d'année en année, l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale du Code civil du Québec.

Pour l'aider à réaliser ce vaste programme de recherches en droit civil, le Centre a créé, en septembre 1976, un Comité directeur scientifique à vocations interuniversitaire et interprofessionnelle

qui a pour fonction essentielle de veiller à l'aspect scientifique des projets de recherche et au contrôle de la qualité des oeuvres du Centre. Il comprend des représentants de la Chambre des notaires du Québec et de chacune des facultés de droit des Universités de Montréal, Sherbrooke, Ottawa ainsi que des Universités Laval et McGill.

Un parachutiste d'expérience

Le major Dawson Einarson, âgé de 55 ans, a renoué récemment avec le parachutisme.

Il fit partie du *1st Canadian Parachute Battalion* en 1944-1945 et participa au second saut opérationnel du Bataillon au-dessus du Rhin, en 1945.

Après la guerre il revint au Canada où il termina ses études en médecine. Il est aujourd'hui anesthésiste et enseigne à l'Université Queen's.

Alors qu'il assistait à une rencontre des officiers de la Milice du Centre de l'Ontario, on lui demanda si, par hasard, il ne connaîtrait pas un médecin de la Réserve qualifié en parachutisme. "Certainement que j'en connais un", répondit-il et il se porta volontaire pour prendre part à des manoeuvres aéroportées.

Quelque temps plus tard, il renoua connaissance avec le parachutisme et exécuta, pour son plaisir personnel, trois sauts tout près de chez lui.

Puis, au mois de septembre dernier, il participa à l'exercice *Jump Bivouac* à la base de Petawawa et fit 14 sauts en moins d'une semaine. (magazine *Sentinel*)



Le major Einarson au repos.

Hommage à un Canadien illustre

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la Première Réunion internationale sur les stupéfiants, qui se tint à Chang-Hai, et le cinquantième anniversaire de la mort de celui qui en fut président, Charles Henry Brent, évêque épiscopalien d'origine canadienne.

A cette occasion, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Mme Monique Bégin, a rendu hommage à cet illustre canadien pour le travail qu'il a accompli, notamment dans le domaine du contrôle international des stupéfiants.

Né à Newcastle (Ontario), Mgr Brent dut, pour des raisons de ministère, s'établir aux États-Unis après son ordination en 1887 et il prit la nationalité américaine. Il fut sensibilisé au problème de l'opium dès le début de son épiscopat alors qu'il était évêque missionnaire de l'Église épiscopaliennne aux Philippines. Il réalisa bien vite que le contrôle de l'opium était du ressort international. Sa volonté de trouver une solution à ce problème l'amena à la présidence de la Première Réunion internationale sur les stupéfiants (Chang-Hai, 1909); il y était également le représentant des États-Unis.

Quelques années plus tard, il dirigea la délégation américaine à la Deuxième Réunion internationale sur les stupéfiants (La Haye, 1911).

Durant la Première Guerre mondiale, Mgr Brent fut aumônier militaire. Plus tard, oecuméniste avant l'heure, il fut l'initiateur de la conférence mondiale "Foi et Constitution" tenue à Lausanne (Suisse) en 1927.

Il devait mourir dans cette ville en 1929. Son oeuvre lui a survécu et se poursuit aujourd'hui grâce aux Nations Unies, dont la Commission sur les stupéfiants reçoit l'appui constant du Canada.

Pour marquer les deux anniversaires, deux plaques commémoratives seront dévoilées sous peu, l'une sur sa tombe à Lausanne, par la Commission des Nations Unies sur les stupéfiants, l'autre à Newcastle (Ontario) par l'Ontario Heritage Foundation.

Un Canadien a été élu président de la Commission des stupéfiants de l'Organisation des Nations Unies; il s'agit de M. Donald Smith, conseiller scientifique de la direction générale des Affaires intergouvernementales et internationales du ministère de la Santé et du Bien-être social.